

Je voudrais en venir maintenant à la solution miracle imaginée par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, avec ses programmes Canada au travail et Jeunesse-Canada au travail. Les noms mêmes donnés à ces programmes sont une vraie farce. Le gouvernement est en train de faire naître de faux espoirs en faisant de la publicité pour ces deux programmes d'un bout à l'autre du Canada. J'aimerais savoir combien le gouvernement a dépensé pour lancer ces deux programmes. Je parie qu'il a dépensé plus en publicité que pour le financement de Kootenay-Ouest.

● (2130)

M. Nystrom: En faisant travailler les agences de publicité libérales.

M. Brisco: Monsieur l'Orateur, j'étais enthousiaste. Je pensais que le gouvernement donnerait des emplois aux gens de ma circonscription, à mes compatriotes en chômage.

M. Friesen: N'y comptez pas trop.

M. Brisco: Le député de Surrey-White (M. Friesen) me dit de ne pas trop y compter. Comme il a raison. Comme j'ai été déçu par le gouvernement et sa politique économique!

Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a demandé la collaboration des députés. Il a reçu la mienne. J'ai parlé à des groupes de ma circonscription et je les ai encouragés à demander des fonds. J'ai parlé du programme aux gens. Malheureusement, j'ai perdu mon temps que j'aurais employé plus utilement à la Chambre ou ailleurs. J'ai demandé la collaboration des gens. Ils étaient enthousiastes. Même les fonctionnaires de la Main-d'œuvre étaient enthousiastes, tout comme les étudiants. Après tout, il y a dans ma circonscription le collège Selkirk, un établissement post-secondaire qui compte de nombreux étudiants et l'université Notre Dame qui a également de gros effectifs. Pourquoi les étudiants n'auraient-ils pas été contents?

Il y a eu 38 demandes représentant au total \$1,609,983, mais il y avait une allocation de \$153,000 accordée dans le cadre du programme Canada au Travail. Trente-neuf demandes ont été faites en vertu du programme Jeunesse-Canada au Travail, le montant demandé était de \$483,529. D'ailleurs, c'est Kootenay-Ouest qui a reçu l'allocation la plus faible de toute la Colombie-Britannique, soit \$66,000. Monsieur l'Orateur, n'est-ce pas là un exemple classique de l'assiette au beurre des libéraux.

M. Friesen: Oui, Basford a obtenu un demi-million.

M. Brisco: Évidemment, et tous les autres libéraux aussi.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Le député voudrait-il nommer le ministre par son titre.

M. Brisco: Je suis désolé, monsieur l'Orateur. Je parlais de l'honorable représentant de Vancouver. Vous rendez-vous compte de la terrible déception qu'a causée cette aumône, n'était-ce pas une véritable insulte! Je me suis plaint au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et je lui ai dit que même ses fonctionnaires de Kootenay-Ouest contestaient ses chiffres et que je n'étais pas d'accord avec lui. Je l'ai abordé deux fois personnellement, à ce sujet. Que m'a répondu le ministre? Qu'a-t-il dit? Il a dit «non». Il a hoché la tête. Il s'en moque totalement. Monsieur l'Orateur, il a dit non aux 2,000 chômeurs de la région de Trail qui compte 12,000 habitants; il a dit non aux 2,000 chômeurs de la région de Nelson qui compte 12,000 habitants. Il nous a donné environ

\$66,000. Si je le pouvais, je remettrais cet argent au ministre. Il en a probablement plus besoin que nous.

M. Abbott: Mais vous l'avez.

M. Brisco: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a berné les chômeurs, les jeunes de Kootenay-Ouest et d'ailleurs au Canada.

Le chômage parmi ceux qui sont âgés de 14 à 24 ans a constamment augmenté depuis décembre 1973. La chose n'a pas commencé l'an dernier ou l'année précédente, mais en décembre 1973. Le gouvernement a reçu un avertissement suffisant. Combien de temps vous faut-il encore après ces quatre ans? Ne pouvez-vous pas lire vos propres chiffres? Êtes-vous aveugle? Êtes-vous sourd ou simplement insensible?

M. Paproski: Il est insensible et sans cœur.

M. Brisco: Aujourd'hui, les jeunes de 14 à 24 ans forment 47 p. 100 des chômeurs.

Des voix: C'est une honte!

M. Nystrom: Ils ne voteront plus jamais pour les libéraux.

M. Brisco: Ces jeunes sont fiers d'être canadiens, ils sont fiers de leur pays; ils veulent travailler dans leur pays et pour leurs pays. Et que fait le gouvernement pour eux? Il a accordé \$66,000 dans ma circonscription. Et cette somme est censée démontrer aux 2,000 étudiants qui vivent dans ma circonscription que le gouvernement est prêt à les aider. Monsieur l'Orateur, je préférerais que le gouvernement se repose pendant quatre ou cinq ans. Mettons fin à ces programmes. Cessons de financer des programmes de ce genre, tant que nous ne pourrions appliquer de remèdes permanents. Je préférerais que le gouvernement mette fin à ses programmes PIL, Canada au Travail et Jeunesse-Canada au Travail, si seulement il pouvait proposer des solutions permanentes, à long terme.

Permettez-moi de présenter quelques suggestions. Si je le fais, c'est que Dieu sait combien le gouvernement nous a répété que nous ne faisons que critiquer sans proposer de solutions de rechange. Je ne vois aucune raison qui nous empêche, même sans la collaboration des provinces, de mettre sur pied des programmes de formation dans les écoles professionnelles et techniques et de revaloriser certains métiers. C'est ma première suggestion.

Je conseille ensuite qu'on fasse comme le Québec, mais à l'échelle nationale. Offrons des subventions aux entreprises existantes et stimulons la création de nouvelles entreprises; mettons en œuvre un programme dans le genre de ceux du ministère de l'Expansion économique régionale qui serait beaucoup plus expéditif et plus efficace et nous permettrait de résorber le chômage. Même si, dans le passé, j'ai protesté contre le montant des subventions versées par ce ministère dans l'économie québécoise, je dois admettre que le programme a donné des résultats encourageants dans cette province. Grâce à leur savoir-faire, les Québécois sont parvenus à créer beaucoup d'emplois avec cet argent. C'est donc là une des possibilités qui s'offrent au gouvernement, parmi une foule d'autres. Les néo-démocrates s'élèveront contre l'octroi de subventions à des entreprises privées qu'ils considèrent comme des extorqueurs professionnels, je le sais. Ce qu'ils oublient, c'est qu'une bonne partie de cet argent rentre dans les caisses de l'État par le biais des taxes sur les produits ouvrés, et des impôts versés par les employés et les employeurs. Les rentrées